



2019, DES CONTRAINTES CERTES, DE L'AMBITION TOUJOURS

En ce début d'année et à la veille du vote du Budget Primitif de la collectivité qui sera présenté le 15 janvier, nous souhaitons vous faire part d'ores et déjà des grandes orientations budgétaires de 2019.

Les collectivités devant contribuer au redressement des finances publiques, nous nous sommes engagés à ne pas augmenter nos dépenses de fonctionnement de plus de 1,2 %, ce qui nécessite, c'est évident, une rigueur au quotidien. Bien évidemment nous nous y tiendrons. Une nouvelle inquiétude pour nos recettes réside dans la refonte fiscale qui prévoirait de supprimer, au bénéfice du bloc communal, le produit que le Département perçoit de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, ce pour compenser la suppression de la taxe d'habitation.

Les marges de manœuvres des Départements s'amointrissent... alors même que nos compétences propres engendrent des dépenses qui, notamment dans le secteur de la solidarité, sont en nette augmentation et comportent une part d'imprévisibilité pour laquelle il nous faut faire preuve de grande vigilance. Nous continuons de résister, grâce à notre faible endettement et à notre gestion exemplaire réalisée depuis des années.

Nous assumerons nos missions. Et

nous le ferons sans augmenter le taux du Foncier Bâti (pour la 16^e année consécutive), et sans augmenter non plus le taux des Droits de Mutation (part perçue par les Départements lors de transactions immobilières) qui reste le plus bas de France.

Les services que nous rendons aux habitants restent notre priorité. La solidarité est notre cœur de métier. Qu'il s'agisse de solidarité humaine (soutien apporté aux plus démunis) ou la solidarité territoriale (accompagnement des projets des communes et des associations), nous ferons face.

Parallèlement, les autorisations de programmes 2019 vont dépasser les 40 M€. Elles concernent le réseau routier, la poursuite des travaux de la fibre, la modernisation et l'accessibilité des collèges, la culture, le tourisme, le sport... Un signe fort en faveur de notre économie locale et une volonté d'investir pour aménager et moderniser notre département et le rendre attractif ! L'attractivité reste notre grand projet pour 2019 et les années qui suivront. Nous y consacrerons du temps, de l'énergie et les moyens humains et financiers. Ce désir de faire de notre département un lieu où l'on s'installe, où l'on travaille, où l'on vit bien, est partagé par l'ensemble des acteurs du département et est très bien perçu par

les habitants. Il nous appartient, à nous vos conseillers départementaux, de réunir le plus grand nombre autour de ce projet. C'est un véritable défi que nous nous sommes lancés ! Un challenge nécessaire pour le développement et l'avenir de notre territoire.

Bien souvent méprisés, les territoires ruraux ont pourtant de formidables atouts. Trop souvent boudés au profit de grandes métropoles, ils restent pourtant des lieux de proximité, au cadre de vie privilégié. Au cœur de la France, l'Indre s'inscrit pleinement dans la réflexion à mener sur le développement des territoires ruraux. Avec courage, avec optimisme et ténacité, soyons unis pour bâtir des actions déterminantes pour l'avenir de notre département.

Nous vous souhaitons une très bonne année 2019.

Le groupe des élus de la Majorité départementale : Nadine BELLUROT, Régis BLANCHET, Michel BLIN, Gérard BLONDEAU, Michel BLONDEAU, Michel BRUN, Serge DESCOUT, Claude DOUCET, Mireille DUVOUX, Marc FLEURET, Jean-Yves HUGON, Imane JBARA SOUNNI, Lydie LACOU, Marie-Jeanne LAFARCINADE, Gérard MAYAUD, Frédérique MÉRIAUDEAU, Chantal MONJOINT, Françoise PERROT, Florence PETIPEZ, Michèle SELLERON

EXTRAIT DE L'INTERVENTION DE JEAN PETITPRÊTRE AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER CHÂTEAUROUX – LE BLANC LE 19 OCTOBRE 2018

"La maternité du Blanc a été fermée sur décision de la directrice du Centre Hospitalier Châteauroux – Le Blanc avec l'accord de l'ARS pour 2 mois faute de personnels compétents et stables.

Va-t-on désormais vers la fermeture des services publics dès lors que les personnels nécessaires ne seront pas volontaires et en nombre suffisant ?

Fermera-t-on les établissements scolaires faute d'enseignants, les gendarmeries faute de gendarmes ?

Incapable de répondre aux besoins des territoires ruraux ou fragiles, le gouvernement a trouvé la parade : il suffit de fermer les services. Pas de services, pas de besoins ! Accepter la fermeture de la maternité du Blanc, c'est accepter de réduire encore un peu plus l'attractivité de notre département. C'est se faire volontairement dépouiller de notre capacité à attirer de nouveaux habitants et de nouvelles activités sur notre territoire.

C'est le contraire de ce qu'attendent de nous ceux qui nous ont élus pour les représenter."

Dans l'espoir de jours meilleurs, nous vous présentons nos vœux les plus chaleureux de bonheur pour 2019.

Le groupe des élus républicains de gauche du Conseil départemental : Lucie BARBIER, Jean-Claude BLIN, Michel BOUGAULT, Mélanie CHAPUIS, Jocelyne GIRAUD, Jean PETITPRÊTRE